

L'ARGENT



sous la direction de
Michel Wieviorka

Les entretiens d'Auxerre

Extrait de la publication

Éditions
SCIENCES
HUMAINES

L'ARGENT

En application de la loi du 11 mars 1957,
il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement,
par photocopie ou tout autre moyen,
le présent ouvrage sans autorisation de
l'éditeur ou du Centre français du droit de copie.

© **Sciences Humaines Éditions, 2010**
38, rue Rantheaume
BP 256, 89004 - Auxerre Cedex
Tel. : 03 86 72 07 00/Fax : 03 86 52 53 26
ISBN = 9782361061845

L'ARGENT

Sous la direction de
MICHEL WIEVIORKA

LES ENTRETIENS D'AUXERRE



Les Entretiens d'Auxerre

Chaque année, les Entretiens d'Auxerre rassemblent autour d'un thème important des personnalités compétentes, françaises ou étrangères, et tous ceux qui désirent participer à un débat de qualité, accessible et ouvert. Les entretiens se veulent résolument pluridisciplinaires et mobilisent l'histoire, la philosophie, l'économie, la sociologie, et, plus largement, les sciences humaines, sans exclure les sciences exactes et la littérature.

La définition du contenu des Entretiens est confiée à un comité scientifique présidé par Michel Wieviorka. Leur mise en œuvre est assurée par le Cercle Condorcet d'Auxerre et la Ligue de l'enseignement de l'Yonne.

Thèmes déjà traités :

- *L'Avenir de l'islam en France* (2002)
- *L'Empire américain* (2003)
- *La Laïcité* (2004)
- *Disposer de la vie, disposer de la mort* (2005)
- *Douce France ?* (2006)
- *Nos Enfants* (2007)
- *Se nourrir* (2008)

Ce volume est dédié à la mémoire de Guy Gauthier, compagnon et pilier des Entretiens d'Auxerre au succès desquels il a largement et régulièrement contribué.

Introduction

MICHEL WIEVIORKA

La crise financière dont le monde entier a pris conscience, en septembre 2008, pourrait justifier à elle seule que les Entretiens d'Auxerre fassent de l'argent le thème de leur édition. Ce ne serait pas la première fois que ce type d'évènement, ou tout au moins l'univers humain et social où il se joue, suscite une réflexion sur l'argent – comment, par exemple, ne pas penser au roman d'Émile Zola qui porte ce titre, et qui a pour thème les scandales boursiers, la spéculation, et l'accumulation de l'argent sur le dos de petits épargnants à qui sont promis des gains faciles? Ou à Honoré de Balzac, dont l'œuvre nous confronte fréquemment au monde de la finance et aux personnages qui le façonnent, par exemple dans *La Maison Nucingen*?

Deux approches de la crise

Il existe en fait deux grands types possibles d'analyse de cette crise dont personne ne peut dire aujourd'hui quand elle sera achevée, et encore moins en prévoir les modalités de sortie.

La crise financière

Une première approche, qui domine bien des récits journalistiques et la majorité des approches des économistes, installe la crise dans la très courte période, et la fait débiter en 2007, voire en 2008. Un ouvrage de Jacques Attali, *La Crise, et après?* (Fayard, 2008) peut fort bien illustrer ce mode d'analyse.

Dans cette perspective, la crise commence par être financière et localisée aux États-Unis (la bulle immobilière américaine avec les « subprimes », le crédit démesuré à la consommation, la « titrisation » qui déresponsabilise les banquiers ayant prêté de l'argent à des créanciers insolubles), elle prend l'allure de faillites d'établissements financiers ou bancaires, évitées éventuellement grâce à l'intervention des États. Elle s'étend au monde entier, et se prolonge par une crise économique et sociale : fermetures d'entreprises, licenciements, chômage, baisse du niveau de vie et du revenu. Elle risque alors de prendre un tour politique : montée du populisme, du nationalisme, de la xénophobie et du racisme, radicalisation aux extrêmes, et, dans les scénarios les plus pessimistes, émeutes, violences.

Ce type de récit inclut fréquemment un petit aspect « saga qui va bien se terminer », l'essentiel étant alors de serrer les dents en attendant que les difficultés se résorbent et que les affaires puissent reprendre – d'ailleurs en attendant, les affaires ne s'arrêtent pas pour les « traders » et autres acteurs de la finance, « business as usual ».

Ce récit présente, malgré ses faiblesses, une immense qualité, en rompant avec une idée qui a dominé les années 1990, celle d'une dissociation de l'économie financière et de l'économie réelle. En soulignant, en effet, l'impact de la crise financière sur l'économie, la société ou la vie politique, en évoquant ses effets ravageurs sur l'emploi ou le niveau de vie, il repose sur l'existence de liens, certainement complexes, entre les deux univers.

La grande mutation

Ce qui nous rapproche du second type d'approches de la crise, qui l'inscrivent dans une beaucoup plus longue durée, pour la faire démarrer, avec évidemment bien des variations d'un pays à un autre, au début des années 1970, le premier choc pétrolier (octobre 1973) pouvant constituer sinon la date du point de départ, du moins un repère commode.

Dans cette deuxième perspective, la crise est un aspect d'une mutation, d'un changement général qui concerne tous les aspects de la vie collective, dans le monde entier. Elle affecte les modes d'organisation du travail, le management, la conduite des entreprises,

jusqu'à redéfinir complètement ce qu'on appelle le capitalisme ; de ce point de vue, l'important est peut-être la place conquise par les actionnaires au détriment des « managers » des années 1960 et 1970 : ce sont eux qui fixent les règles du jeu et qui exigent un retour rapide et massif sur l'argent investi, plutôt qu'un développement de l'entreprise sur la longue durée. La crise est également marquée par le déclin des acteurs sociaux contestataires les plus décisifs de l'ère industrielle, les syndicats, et l'émergence de nouveaux mouvements sociaux, à forte charge culturelle. Par le retour du religieux. Par la montée en puissance des idées écologistes et des préoccupations liées à l'environnement, au climat, au gaspillage des ressources naturelles, au développement durable. Elle est dominée par la poussée de l'individualisme, qui veut dire que chacun entend accéder à l'argent et à ce qu'il permet, mais aussi que chacun souhaite être maître de son existence, être sujet individuel, produire sa propre expérience – ce qui confère un autre statut à l'argent que celui qu'autorisent l'égoïsme ou l'intérêt.

Dans cette grande mutation, les acteurs politiques qui se sont installés durant l'ère industrielle, ou qui ont pu se réclamer de sa grande figure sociale, le prolétariat ouvrier, sont eux aussi en crise. Le communisme, qui en France a pu représenter près de 30 % des voix aux élections dans l'immédiat après-guerre, a sombré, et la social-démocratie est partout en difficulté, tout simplement parce que la force sociale sur laquelle elle repose, les syndicats, est elle-même en difficulté. Cette crise de la gauche est aussi une crise des valeurs collectives, et, surtout en ce qui concerne le communisme, une crise de l'idée qu'un monde sans argent est possible à terme.

Faut-il séparer les deux modes d'approche qui viennent d'être distingués ? En fait, non. D'une part, on l'a vu, le fait même qu'il faille penser les liens entre crise financière et problèmes économiques, sociaux et politiques plus généraux est déjà une invitation à ne pas réduire les difficultés proprement financières et bancaires aux seules images d'une phase limitée dans le temps, puisque initiée en 2007 ou 2008. D'autre part, et surtout, on peut penser que ce qui se joue dans le domaine de la finance et de la banque est un élément, peut-être même un cas de figure paradigmatique des

changements sur la longue durée, et que l'impact de la crise financière doit beaucoup à des évolutions qui ont affecté et affaibli certains secteurs, ou mis en avant certains problèmes : ce n'est pas un hasard, par exemple, si le secteur de l'automobile a été particulièrement touché par la crise. La façon dont il est organisé, typique d'un capitalisme qui externalise, flexibilise, en appelle à la sous-traitance, délocalise, et le fait qu'il ne s'est pas toujours adapté aux nouvelles exigences environnementales viennent s'ajouter à la spécificité des biens produits pour rendre ce secteur particulièrement vulnérable. Enfin, les évolutions qui ont abouti à faire du capitalisme financier un capitalisme irresponsable de prédation et de spéculation ne datent pas de 2007, et on peut penser, en particulier, que les années Reagan-Thatcher ont largement ouvert la voie au néo-libéralisme des années 1990 et 2000.

L'argent a ainsi semblé au cœur de logiques incontrôlées, facilitées par l'affaiblissement des États-nations, du moins s'il s'agit de leur capacité d'intervention économique et financière, et largement inscrites dans la globalisation. C'est pourquoi les principales réponses apportées à la crise ont tenté de redonner une plus grande capacité d'intervention aux États, sur un mode éventuellement keynésien, et ont cherché aussi à renforcer ou mettre en place des modalités de contrôle et de régulation internationale – un effort consistant donc à mieux maîtriser l'usage et la circulation de l'argent, à lutter contre les paradis fiscaux (mais jusqu'où?), ou à apporter des moyens accrus aux institutions qui, tels le FMI ou la Banque mondiale, étaient accusées hier de faire fonctionner le « consensus de Washington », c'est-à-dire de promouvoir le néo-libéralisme partout dans le monde, et à qui il est demandé aujourd'hui une tout autre politique.

Deux interprétations opposées : Karl Marx et Georg Simmel

La religion, mais aussi la philosophie politique et les sciences sociales ont porté sur l'argent bien des jugements, et il est vrai que les dérives ayant abouti à la crise semblent donner raison aux

points de vue les plus négatifs. Le christianisme, pendant longtemps, et l'islam, encore aujourd'hui, ont interdit le prêt à intérêt. Le protestantisme a modifié la situation en ce qui concerne le christianisme, en promouvant, comme l'a montré Max Weber dans une étude classique (*L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, publié pour la première fois en 1904-1905, Gallimard 2004), une éthique qui s'est révélée particulièrement propice au capitalisme : des motivations religieuses, le souci de son salut après la mort, ont alors en effet encouragé la pratique économique et la formation d'une classe d'entrepreneurs pour qui l'argent est important à condition d'être associé non pas à la dépense, mais bien davantage à l'effort et à la satisfaction différée.

Dans le christianisme ancien, et dans l'islam, la richesse et la création de richesse ne sont pas nécessairement une bénédiction, le crédit est malsain, ce qui n'est pas le cas dans le judaïsme, pour qui la création de richesse est une bénédiction. Il y a là une source puissante de l'antijudaïsme classique, et de son prolongement, l'antisémitisme : les chrétiens, les musulmans ont abandonné aux juifs le prêt à intérêt; dès lors, ceux-ci se sont spécialisés dans les métiers de l'argent, ce qui a fortement contribué à la haine les visant, aux stéréotypes, aux images négatives dont la littérature s'est parfois aussi fait l'écho – je me contenterai de citer ici le personnage shakespearien de Shylock, le riche usurier juif du *Marchand de Venise* qui réclame, comme prévu par contrat, une livre de chair humaine au marchand Antonio qui ne peut rembourser une créance. On a souvent accusé Shakespeare d'antisémitisme en raison de ce personnage; on a parfois aussi voulu voir l'expression d'une communauté qui utilise ce procédé singulier pour montrer à quel point les juifs sont maltraités par les chrétiens.

Les images critiques les plus simples de l'argent l'associent à la cupidité et à l'avarice, elles en font non pas un moyen, mais une fin en soi, et dans la littérature, ceux qui incarnent le plus ces images, tel Harpagon chez Molière, ont un profil pathologique ou ridicule. Et lorsque l'analyse s'élève pour s'intéresser non pas à des personnages ou des attributs stéréotypés, deux grandes orientations se dessinent.

Karl Marx

La première prolonge les images négatives associées à l'argent, en y voyant une source majeure d'aliénation et de domination. Karl Marx, ici, est une référence incontournable. Chez Marx, « l'argent, lui, satisfait tous les besoins, puisqu'il se convertit directement en l'objet de n'importe quel besoin ». Marx a de belles expressions : l'argent est « la comparaison personnifiée », il représente, convertit, transforme, il a une valeur universelle. Mais cette valeur universelle exerce des effets ravageurs. En effet, à suivre Marx, « l'argent avilit tous les dieux des hommes : il les transforme en une marchandise. L'argent est la valeur universelle de toute chose constituée pour soi-même; c'est l'argent, le représentant de la valeur de toutes choses, de tout homme et de toutes les relations sociales ». L'argent, pour Marx, n'est pas un symbole, il n'a pas un sens mythologique, ou religieux, ou philosophique, il est valeur d'échange, il permet la divisibilité infinie de la marchandise. Mais du coup, il peut avoir un devenir propre, autonome, impérialiste, tout convertir, tout aliéner. L'argent est ici indissociable du marché, et des rapports marchands, au point que le travail devient une valeur marchande. Avec l'argent, « le travailleur voit en sa force de travail une marchandise » – le lecteur du *Capital* voit cette idée longuement développée. Ainsi, au moment où l'industrie se développe, et avec elle le salariat et les rapports capitalistes, l'humanité entre, selon Marx, dans une phase où l'argent va installer le prolétariat dans des formes inouïes d'exploitation et d'aliénation. Le système de l'argent est toujours susceptible de se développer de façon autonome – ce qui permet une lecture marxiste de la crise actuelle et des dérives du capital financier qui est comme livré à lui-même. Pour mettre fin au capitalisme, à la domination, à l'aliénation, à l'exploitation, il faut mettre fin à l'argent, qui assure la réification, la fétichisation de la marchandise, ce sera le communisme. Le communisme s'est effondré il y a très peu de temps, vingt ans si l'on veut en dater la fin à la chute du mur de Berlin, et avec cet effondrement, l'utopie de la société sans argent s'est elle-même trouvée considérablement affaiblie. Vingt ans, à l'échelle de l'Histoire, c'est très peu. En régime communiste, il n'y avait pas cette possibilité d'échange universel et sans barrières

qu'offre l'argent – d'où la prophétie arrogante de Francis Fukuyama à l'époque, reprenant (dans la revue *The National Interest*, été 1989) le concept promu avant lui par Hegel et Alexandre Kojève de la fin de l'Histoire et annonçant le triomphe absolu du marché, et de la démocratie.

En revanche, comment ne pas évoquer les efforts contemporains pour résister à l'envahissement systématique de l'argent dans tous les domaines de la vie sociale, y compris, mais le thème n'est pas neuf, en matière sexuelle? Aujourd'hui, la vie et la mort sont pénétrées par le marché, au point qu'il est possible de parler de « banques du sperme », et que le don d'organe, le recours à une mère porteuse ou le don du sang sont concurrencés par des pratiques marchandes. Les efforts pour résister à l'emprise de l'argent peuvent être menés au nom de valeurs éthiques ou morales, et s'inscrire dans des cadres de pensée qui reposent sur des principes de solidarité sans refuser pour autant toute idée d'efficacité économique : les développements de l'économie solidaire, par exemple, montrent bien qu'il est possible de promouvoir des formes non marchandes de production et d'échange, ou moins centrées sur l'argent. De même, la pensée économique peut s'ouvrir à des analyses dans lesquelles ce qui est mesuré, ou proposé, n'est pas réductible à la forme argent, comme lorsque Amartya Sen, le prix Nobel d'économie 1998, propose de valoriser les capacités des individus à agir, ce qu'il appelle la « capabilité ». Pour réfléchir à ce qu'est l'argent, on peut d'ailleurs s'interroger sur les sociétés sans argent, ou sur les univers sans argent, et poser les grandes questions anthropologiques du don et du contre-don.

Georg Simmel

Mais ne peut-on pas, au contraire, voir dans l'argent une source de progrès? C'est ici le philosophe-sociologue Georg Simmel qui a apporté les développements les plus stimulants liés à cette orientation dans son ouvrage *Philosophie de l'argent*, (publié pour la première fois en 1900, Puf, 1987). Pour Simmel, l'argent est libérateur et facteur de progrès. Son analyse est sociologique en même temps qu'historique, elle repose sur la comparaison entre rapports sociaux

préindustriels, traditionnels, et rapports sociaux réglés par l'argent, comme c'est le cas dans l'industrie, en plein essor historique quand il écrit. Quand celui qui doit quelque chose à un maître, dans le cadre d'une situation de domination traditionnelle, est appelé à le régler en nature, sous forme d'une partie de sa production agricole, par exemple, ou sous celle d'une corvée, la dépendance à l'égard du dominant est considérable, et revêt un tour personnalisé. À partir du moment où le paiement peut être effectué avec de l'argent, tout change, explique Simmel. L'argent est un moyen de paiement symbolique qui entraîne selon lui des conséquences positives. Car payer l'impôt en argent, ce n'est pas pareil que le payer en nature, ou en travail. C'est gagner en autonomie : peu importe, en effet, comment le débiteur a gagné son argent, il a pu choisir, par exemple, le type de culture auquel il va se livrer, et la commercialiser sur le marché, il n'est pas soumis aux ordres du seigneur qui exige une certaine quantité de blé, de fruits, ou de légumes. L'argent réduit la dépendance, et la sortie de l'ère pré-industrielle, l'entrée dans l'ère industrielle, qui est aussi celle du salariat et donc de l'argent, se révèle, à suivre Simmel, facteur d'émancipation personnelle. L'argent, avec l'essor de l'industrie, délivre les individus des liens traditionnels, féodaux, il met fin aux obligations personnelles, il défait les très fortes interdépendances qui existaient jusque-là. Les rapports sociaux n'ont plus à être personnalisés, faits de soumission personnelle des sujets au maître, l'argent apporte l'objectivité des rapports sociaux. Il apporte donc la liberté puisqu'avec lui cesse la subordination qui existe entre personnes qui se connaissent. L'argent autorise l'anonymat, il oblige ou il permet aux individus de se comporter en étrangers les uns vis-à-vis des autres, et on peut associer cette idée aux constats qui opposent si fréquemment le village où tout le monde connaît et surveille tout le monde, et la ville moderne, où règne l'anonymat.

L'argent, finalement, est facteur d'autonomie personnelle, et il dégage les individus des relations de proximité, il autorise la mobilité. En ce sens, la pensée de Simmel est très actuelle, il s'intéresse à l'autonomie et à la mobilité des individus, qui sont précisément des dimensions centrales dans l'expérience contemporaine, par exemple, celle des migrants, pour qui l'important est de plus en plus non

pas tant de se fixer quelque part, mais de disposer du passeport et des visas qui permettent de circuler. Chez Simmel, l'argent permet d'envisager le futur avec confiance, alors qu'il devrait être supprimé à terme dans la société idéale selon Marx.

Les idées de Simmel ont été reprises dans des travaux contemporains, qui s'intéressent à l'argent aujourd'hui. C'est ainsi en particulier que Laurence Bachmann, dans son étude de femmes vivant en couple, gagnant leur vie et relevant des couches moyennes (*De l'argent à soi. Les préoccupations sociales des femmes à travers leur rapport à l'argent*, Presses Universitaires de Rennes, 2009) montre qu'elles n'entretiennent pas le même rapport à l'argent que leur conjoint. Elles associent l'argent à l'idéal démocratique d'autonomie et d'égalité entre les sexes. Ces femmes veulent s'émanciper, elles expriment un souci de soi que l'argent leur permet de réaliser, elles trouvent finalement dans l'argent qu'elles contrôlent de quoi « soutenir l'idéal démocratique : le souci anti-tutélaire, de non-instrumentalisation, de non-dépendance envers le partenaire, d'égalité des tâches, d'autonomie morale, d'accomplissement biographique, de prévoyance et de responsabilité d'autrui » (p. 15). Laurence Bachmann constate d'ailleurs une tension entre ce souci de soi, ce désir d'autonomie, et d'égalité, chez les femmes, et le traditionalisme, la morale familiale classique chez les hommes, à qui les conceptions traditionnelles de l'argent permettraient de maintenir la domination masculine. L'entrée massive des femmes sur le marché du travail, dans les années 1960, aurait ainsi exercé des effets comparables, dans les relations de couple, à ceux qu'a pu exercer l'entrée massive des hommes dans l'industrie et le salariat, un siècle plus tôt, en permettant aujourd'hui aux femmes, hier aux ouvriers, d'être plus autonomes.

Et cette approche n'est pas seulement économique, elle est aussi politique, car l'autonomie des individus est indissociable du progrès de la démocratie : les femmes en couple qu'étudie Laurence Bachmann sont d'autant plus autonomes qu'elles réalisent dans leur vie de famille un idéal de démocratie, chacun pouvant prendre des décisions personnelles, mais tous dans la famille pouvant débattre, discuter, échanger et participer aux décisions importantes.

On pourrait poursuivre ce raisonnement en l'appliquant aux enfants. L'argent de poche qui leur est versé aujourd'hui peut en effet être lu comme une des modalités de leur individualisation, de l'apprentissage de l'autonomie, il contribuerait à leur fabrication comme sujets.

L'argent, dans ces modes d'approche, autorise donc la subjectivation par l'autonomisation des individus, un thème au cœur des réflexions de Georg Simmel : « l'argent, sur la base de son omni-accessibilité et de son objectivité fondamentale, sert (...) à la formation de l'individualité et de la subjectivité » (p. 561).

Mais cette autonomisation est-elle possible pour tous, que veulent dire les idées d'individualité et de subjectivité pour les travailleurs qui ne disposent que d'un salaire de misère, pour les exclus ou les pauvres, qui sont confrontés aux images et au spectacle globalisé de l'argent libérateur et de la consommation, ou bien encore pour celles des femmes qui, avec leur entrée sur le marché du travail, n'en contiennent pas moins d'être vouées à de lourdes tâches domestiques ?

Georg Simmel a lu Karl Marx, et se distingue donc de lui dans son approche de l'argent. Le premier voit dans l'échangeabilité des choses grâce à l'argent une source éventuelle d'autonomisation des individus, le second voit dans la disparition de la valeur d'usage et dans la généralisation de la valeur d'échange une condition, sinon une source majeure de l'exploitation et de l'aliénation des hommes. Faut-il renvoyer dos-à-dos les deux penseurs, ne peut-on pas plutôt admettre qu'ils analysent les deux faces de la même médaille, le progrès de l'individualisme et du marché pour l'un, leurs dégâts pour l'autre – ce qui ne veut dire pour autant de Simmel qu'il est aveugle aux dimensions les plus destructrices de l'argent. « Rien, note-t-il par exemple, ne facilite et ne développe davantage les comportements corruptibles et la réalité de la corruption dans son ensemble que la forme argent de celle-ci. » (p. 485)

L'autonomie de l'argent

L'argent a-t-il une puissance propre, qui échappe à tout contrôle, au point qu'il cesse éventuellement d'être un moyen pour devenir

une fin, l'argent pour l'argent, l'argent par l'argent, ou bien encore qu'il dépasse l'échange, ce pour quoi il a été créé, dont il cesse d'être un simple instrument pour imposer d'autres logiques, qui lui sont propres, pour constituer des univers qu'il définit à lui tout seul, une image que la crise financière a pu suggérer, avec ce monde social, culturel et économique si particulier que constituent les *traders*, les salles de marché, et autres *back offices*? L'argent est devenu un marché, une économie propre, avec ses acteurs, ses entreprises spécialisées, ses règles, ses logiques. C'est également un secteur florissant, celui du jeu – un secteur en expansion – et des pratiques qui connaissent un immense succès, tel le poker, auprès de la jeunesse.

Il s'échange chaque jour des centaines de milliards d'euros ou de dollars, et une faible partie de ces transactions seulement correspond à des paiements effectifs de marchandises, le reste est purement spéculatif et financier. Dans ces opérations de salles de marché, est-ce qu'il y a absence totale de création de richesse, et ne faut-il considérer qu'un ensemble d'opérateurs qui gagnent et qui perdent sans la moindre utilité économique, sans le moindre lien avec l'économie réelle? La crise, on l'a dit, suggère qu'il y a un lien, puisque l'effondrement financier exerce des effets sur l'emploi, les entreprises, l'industrie.

Le problème n'est-il pas que l'argent soit, dans certaines périodes, en certains lieux, comme livré à lui-même, sans contrôle, sans régulation?

Ces interrogations se nourrissent d'un constat empirique : l'argent est aujourd'hui plus qu'hier caractérisé par sa dématérialisation. Il est devenu numérique, sa circulation est planétaire, instantanée, il est fluide et d'accès universel. Dématérialisé, l'argent se résume apparemment à des données enregistrées par des mémoires électroniques. Il en devient plus puissant, il se dégage de ses supports matériels, le papier, le métal, pour être plus que jamais la valeur absolue de tous les rapports entre les hommes. Il se déconnecte, dès lors, de toute signification qui pourrait apparaître dans les rapports humains, il devient, comme disait le psychanalyste Jacques Lacan, le « signifiant le plus annihilant qui soit de toute signification ». Sa manipulation est simple, aisée, il permet à chacun d'accéder à des

biens et services sans qu'il y ait une dimension personnelle dans la relation où il intervient : peu importe si j'aime ou si je déteste le vendeur, si je suis subordonné ou non à celui qui me donne de l'argent, ou à qui j'en donne. Il s'inscrit dans des relations qui peuvent apparaître comme totalement objectives, ou n'entre aucune part de subjectivité.

Ce qui débouche sur d'importantes questions : l'argent est-il donc dépourvu de toute signification en lui-même, ne peut-il être que le support de significations sociales, culturelles, politiques qui se forment en dehors de lui? Est-il en quelque sorte neutre, anonyme, simple vecteur d'un sens moral, symbolique, social ou autre? Est-il un révélateur d'autre chose, ou a-t-il quelque chose de spécifique à exprimer? Beaucoup soulignent, par exemple, le pouvoir statutaire supérieur à tout autre qu'apporte le fait d'avoir de l'argent. Dans le passé, être aristocrate, ou, plus récemment, être dirigeant politique, c'était disposer d'un puissant statut, aujourd'hui, n'est-ce pas l'argent qui assure en même temps la puissance, et la liberté ou l'autonomie, ainsi que la capacité de se projeter vers l'avenir, la garantie de disposer de ressources stables, la solidité, la garantie bien plus forte que toute autre de pouvoir exister aujourd'hui et demain? Et il est clair que selon les milieux sociaux, et avec d'immenses variations dans le temps et dans l'espace, et d'une personne à une autre, l'argent est chargé de sens, d'attentes, d'espoirs, de désir. Une somme dérisoire pour les uns sera vitale pour d'autres – ce qu'ont fort bien compris les initiateurs du micro-crédit, dont la mise en pratique a valu au Bangladais Muhammad Yunus et à la banque qu'il a créée à cette fin le prix Nobel de la paix en 2006. L'argent pour les plus démunis signifie la possibilité d'accéder à une activité productive, mais aussi, et souvent d'abord à la consommation, avec là encore de grandes différences. Comme le dit Serge Moscovici dans un entretien avec Martin Gorin (Revue *Communications*, n° 50, 1989) : « l'argent est d'abord objet de désir quand on en manque, et ensuite désir d'objet quand il y a excès ».

On notera ici que la psychanalyse propose d'accorder un fort statut symbolique à l'argent. Elle l'associe à des zones érogènes, elle en fait un symbole de l'analité. La valeur érotique de l'argent tient

chez Freud à ce qu'il signifie : possession, accumulation, rétention, relâchement, morcellement, dépense. La maîtrise anale est symbolisée par l'argent – du moins aussi longtemps qu'il ne s'agit pas de la relation entre le patient et l'analyste, où l'argent circule sans être généralement lié à ces dimensions symboliques et à l'analité.

L'argent est-il nécessairement synonyme de mal, de malheur, d'exploitation, de domination ou d'exploitation, et pas seulement de dérives passagères qui n'appelleraient que des interventions passagères de la part de la puissance publique? À quelles conditions peut-il fonctionner comme un facteur d'émancipation personnelle, de développement et de liberté individuelle, tout en correspondant à l'intérêt collectif, à la justice sociale, à la régression des inégalités à l'échelle de la planète? Faut-il beaucoup attendre de la puissance publique, de l'État, comme si l'argent privé était moins propre que l'argent public, ou, en tout cas, l'argent contrôlé et maîtrisé par l'État? Finalement, réfléchir sur l'argent, c'est réfléchir sur le lien social, sur la démocratie, sur le projet d'un monde plus juste et plus démocratique.

RETROUVEZ NOS OUVRAGES SUR :
www.scienceshumaines.com
<http://editions.scienceshumaines.com>

Les éditions Sciences Humaines remercient
les éditions Les Petits Matins pour leur aimable autorisation
de reproduire des extraits de l'ouvrage
de Philippe Frémeaux, *Petit Dictionnaire
des mots de la crise*, paru en 2009.

Achévé d'imprimer en mai 2010
par CPI - Firmin-Didot
Dépôt légal deuxième trimestre 2010